



## **REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)**

### **Marché de travaux**

### **Procédure adaptée**

**Marché de travaux de démolition – 1 rue Joseph  
Gasc – 31600 MURET**

### **DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

**Le Mardi 28 Mai 2024 à 12:00:59  
(Heure de Paris – France)**

**Maître d'Ouvrage :**

PROMOLOGIS SA  
2 rue du Docteur Sanières  
CS 90718  
31007 TOULOUSE CEDEX

## Sommaire

<b>1. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
2.1 - MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ.....	3
2.2 – NOMENCLATURE CPV.....	3
2.3 – ALLOTISSEMENT .....	3
2.4. – COTRAITANCE .....	3
2.5 – SOUS-TRAITANCE.....	4
2.6 – VARIANTES.....	4
2.7 – DUREE DU MARCHÉ.....	4
2.8 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
<b>3. CONDITIONS D’OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>4. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>5</b>
<b>5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
5.1 - COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	6
5.2 - REMISE DES OFFRES - CONDITIONS D'ENVOI.....	8
5.2.1 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE.....	8
5.2.2 – AUTHENTIFICATION.....	9
<b>6. VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION .....</b>	<b>10</b>
<b>7. JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>10</b>
<b>8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....</b>	<b>11</b>
<b>9. NEGOCIATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>10. DISPOSITIONS PARTICULIERES .....</b>	<b>11</b>
<b>11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET VOIES DE RECOURS .....</b>	<b>12</b>

## **1. OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation porte sur des travaux de démolition – 1 rue Joseph Gasc – 31600 MURET.

La nature des prestations attendues est détaillée au cahier des clauses techniques particulières ci-après CCTP.

Pour le compte de la **S.A. PROMOLOGIS – 2 Rue du Docteur Sanières - CS 90718 - 31007 TOULOUSE Cedex 6.**

## **2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2.1 - MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ**

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée ouverte en application des dispositions de l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de travaux tel que défini par l'article L1111-2 du Code de la Commande publique.

### **2.2 – NOMENCLATURE CPV**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45111100-9	Travaux de démolition

### **2.3 – ALLOTISSEMENT**

Les travaux définis ci-dessus font l'objet d'un (1) lot unique. La décomposition en lots définie au Cahier des Clauses Techniques Particulières est la suivante :

- **LOT UNIQUE: DEMOLITION**

### **2.4. – COTRAITANCE**

Les candidats peuvent constituer un groupement d'entreprises. Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché.

La nature du groupement est précisée à l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

membres du groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres.

#### **2.5 – SOUS-TRAITANCE**

L'offre, qu'elle soit présentée par un candidat individuel ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations sous-traitées et leurs montants, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire. Ces sous-traitants seront soumis à l'acceptation de l'acheteur ainsi qu'à son agrément quant à leurs conditions de paiement. **En pareille hypothèse, une déclaration de sous-traitance via le formulaire en annexe, est joint au dossier candidature.**

Le titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants en cours d'exécution du marché doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le pouvoir adjudicateur, avant toute exécution des prestations, dans les conditions précisées au CCAP.

#### **2.6 – VARIANTES**

La consultation est lancée avec acceptation des variantes. Chaque opérateur économique ne peut présenter qu'une seule solution variante.

En cas d'acceptation des variantes, le candidat qui souhaite proposer une variante doit la chiffrer distinctement. La variante doit correspondre à une offre complète, composée d'une DPGF adaptée, et complétée du mémoire technique correspondant.

Les variantes ne sont examinées que si elles sont accompagnées de justificatifs permettant de vérifier les performances et l'équivalence ou la supériorité des solutions proposées par rapport à l'offre de base, tout en respectant l'esprit du projet, et le dossier de consultation (DCE).

Un acte d'engagement supplémentaire sera à joindre à l'offre pour la variante.

**La présentation de l'offre de base est imposée à l'appui de l'offre variante.**

En cas de présentation d'une offre de base et d'une variante. Le candidat présentera des sous-dossiers distincts (un dossier pour l'offre de base et un dossier pour la variante) contenant l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus.

#### **2.7 – DUREE DU MARCHE**

Le délai global prévisionnel d'exécution des prestations est fixé à **06 mois** (y compris le mois de préparation). Les candidats sont engagés à partir de la notification du marché. Les prestations débuteront à la notification de l'ordre de service.

Le délai pourra être ajusté lors de la mise au point du calendrier contractuel. Ce calendrier contractuel d'exécution des travaux sera arrêté au cours de la période de préparation du chantier dans les conditions fixées à l'article 5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est fixée à **JUILLET 2024**, sous réserve de l'obtention de la décision de financement et du permis de construire express et définitif.

## **2.8 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **3. CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier est téléchargeable gratuitement soit sur le site internet de PROMOLOGIS, soit sur le profil acheteur aux adresses suivantes :

[www.promologis.fr/extranet-fournisseurs/espace-partenaires/appels-doffres/](http://www.promologis.fr/extranet-fournisseurs/espace-partenaires/appels-doffres/)

ou

[www.ladepeche-marchespublics.fr](http://www.ladepeche-marchespublics.fr)

**L'accès à ces 2 sites est gratuit. Une aide sur les modalités des procédures électroniques est proposée sur le site de La Dépêche.**

Les documents électroniques ont des contenus identiques aux documents papiers diffusés dans le cadre de la présente procédure.

***L'identification (mail) lors du retrait du DCE est indispensable pour être informé des modifications et correspondances relatives à la présente consultation (erreurs et réponses aux questions posées par les entreprises) ainsi que d'éventuels avis rectificatifs ou déclaration infructueuses / sans suite).***

## **4. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

- 1) Un dossier administratif comprenant :
  - Le présent règlement de consultation ;
  - Le Cahier des Clauses Administratives particulières ;
  - L'acte d'engagement et ses annexes
- 2) Un dossier technique comprenant notamment le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## **5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

## **5.1 - COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **5.1.1 – PIÈCES A PRODUIRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE**

1) Documents permettant de vérifier la capacité juridique du candidat :

- Le formulaire DC1 ou Lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses cotraitants.

Ce document permet d'identifier le candidat qui se présente seul ou le groupement d'entreprises candidat. Il contient la déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que ce dernier n'entre pas dans un des cas d'exclusion de la procédure prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique.

En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1.

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ;
- Une annexe en cas de sous-traitance (cadre ci-joint à compléter).

2) Documents permettant de vérifier la capacité économique et financière du candidat :

- Le formulaire DC2 ou Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

Chaque membre du groupement doit remplir un formulaire DC2.

Ce formulaire permet de s'assurer que le candidat individuel ou chacun des membres du groupement dispose des capacités économiques, financières, professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution du marché.

- Les attestations d'assurances en cours de validité (attestation d'assurance décennale et attestation d'assurance responsabilité civile Professionnelle).
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

Les candidats doivent posséder les ressources humaines et techniques ainsi que l'expérience nécessaires à l'exécution du marché.

Le chiffre d'affaires 2023 du candidat devra au moins être égal au double du montant du marché ou du lot en question selon le coût d'objectif déterminé par PROMOLOGIS en amont du lancement de la consultation.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

Notamment, lorsque les informations sur le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, l'opérateur économique indique la date de création de la société ou de commencement d'activité.

3) Documents permettant de vérifier les capacités techniques et professionnelles notamment :

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

4) Documents permettant de vérifier que le candidat ne fait pas l'objet de motifs d'exclusion :

- Les attestations des administrations, organismes et comptables chargés de l'assiette et du recouvrement des impôts et cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de congés payés et de chômage-intempérie établies postérieurement au 31 décembre de l'année précédant la présente consultation.
- La déclaration sur l'honneur type PROMOLOGIS (ci-joint en annexe).
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail.
- Extrait K-bis ou justificatif d'immatriculation.
- Annexe ouverture d'un compte fournisseur, ce document devra être accompagné d'un RIB et d'un papier en tête de l'entreprise.

**E-ATTESTATIONS :** Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus seront déposées obligatoirement par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par **PROMOLOGIS SA**, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/>

#### **5.1.2 – PIÈCES À PRODUIRE AU TITRE DE L'OFFRE**

1) Un projet de marché pour chaque lot comprenant :

- Un acte d'engagement complété, daté et signé ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire par nature d'ouvrage (DPGF) dûment complétée ;

2) Un mémoire technique respectant le cadre joint au DCE comprenant :

- **Moyens humains affectés au chantier :** Composition de l'équipe dédiée au chantier (nombre de personnes, nombres de chefs de chantier et nombre de conducteurs de travaux) et leurs qualifications. Désignation d'un interlocuteur unique privilégié, ses coordonnées, ses horaires de travail et numéro d'astreinte avec plage horaire.

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

- **Moyens techniques affectés au chantier** : une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché avec illustrations (photos), dispositions particulières pour l'exécution du marché (déroulement, organisation, planning, phasage...);
- **Qualité** : présentation des outils informatiques et procédure de suivi de la qualité des travaux réalisés sur site tout au long du chantier, ainsi que les mesures correctives prévues, procédure mise en place par l'entreprise pour la gestion du SAV, procédure mise en œuvre pour la levée des réserves.
- **Sécurité** : mesures détaillées prises par l'entreprise en matière d'hygiène et de sécurité pour le chantier, matériel de sécurité disponible, appareillage et installation avec illustrations/photos de chantier similaire, nombre de personnels secouristes et leurs qualifications ;
- **Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)** : liste des produits à faible nuisance utilisés et leurs caractéristiques environnementales, la prévention de la production des déchets et la valorisation des déchets, les pratiques environnementales et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les performances en matière de protection de l'environnement et de la biodiversité, insertion des publics éloignés de l'emploi et de personnes en situation de handicap, la lutte contre les discriminations, notamment la promotion de l'égalité femme/homme, le respect des droits de l'Homme, la performance dans la protection ou la formation des salariés. Le candidat devra indiquer les chartes et/ou labels dont il est signataire. (Exemples : Charte Ethibat-RSE, Label Engagé RSE ISO 26000, LUCIE 26000, RSE SCOP BTP, Label RSE Empl'itude, etc...)

**Le candidat devra obligatoirement utiliser le cadre de mémoire technique joint au DCE.  
La police de rédaction imposée est Calibri et ne devra pas être inférieure à la taille 11.  
Dans le cas où le cadre de mémoire technique rendu par l'un des candidats dépassait 15 pages  
(page de garde non incluse), celui-ci verrait son offre déclarée automatiquement irrégulière et  
non-classée.**

3) Questionnaire Anti-Corruption (annexé au CCAP).

## **5.2 - REMISE DES OFFRES - CONDITIONS D'ENVOI**

### **5.2.1 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE**

En application des articles L2132-2, L2332-2 et L3122-4 du Code de la commande publique, les candidats doivent remettre leur candidature et offre sous forme dématérialisée, sur le profil acheteur.

Toute offre papier ou clef USB sera automatiquement écartée, car irrecevables.

De plus, les offres envoyées par télécopie ou par mail ne sont pas acceptées.

Seuls les plis reçus de façon dématérialisée sur le profil acheteur ci-après seront pris en compte :

[www.ladepeche-marchespublics.fr](http://www.ladepeche-marchespublics.fr)

Les formats compatibles que l'Acheteur peut lire sont :

DOC, XLS, ZIP, RTF, PDF, TXT, JPG, GIF, PPT, DWF, DXF

**Le soumissionnaire est invité, compte tenu de l'environnement informatique de l'acheteur à :**

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe », les « .bmp »,

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macro »

#### **Les conditions de présentation des plis électroniques sont les suivantes :**

- un fichier comportant les pièces de la candidature.
- un fichier comportant les pièces de l'offre.

**Copie de sauvegarde :** Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- Un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- Une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par l'acheteur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

PROMOLOGIS  
2 RUE DU DOCTEUR SANIERES  
31007 TOULOUSE  
A l'attention du Service Marchés

Offre pour le Marché de démolition – 1 rue Joseph Gasc – 31600 MURET

Lot unique

**COPIE DE SAUVEGARDE**  
**NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE**

#### **5.2.2 – AUTHENTIFICATION**

Les plis devront être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise.

Si le soumissionnaire opte pour la signature électronique, la famille des certificats électroniques utilisés doit correspondre aux exigences de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*) du RGS (Référentiel Général de Sécurité). Ces certificats doivent être en cours de validité à la date de la signature.

Les frais d'acquisition d'un certificat électronique sont à la charge du candidat.

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

#### **5.2.3 – ANTIVIRUS**

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus régulièrement mis à jour, avant l'envoi.

#### **5.2.4 – DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

Le dépôt électronique doit impérativement être réalisé et terminé avant la date et l'heure limite indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.

**N.B. : Nous recommandons vivement aux candidats de déposer leur candidature et offre au moins 24 heures avant la date et heure indiquée à la première page du RC.**

### **6. VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION**

La vérification des conditions de participation est effectuée conformément aux dispositions des articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la Commande Publique.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de régulariser leurs candidatures qui auront été déclarées irrégulières. Si, à l'issue de cette demande, les candidats concernés ne régularisent pas leurs candidatures dans le délai imparti par l'acheteur, celles-ci seront déclarées irrecevables.

Les demandes de régularisation ne doivent pas modifier les caractéristiques substantielles des offres et ne peuvent pas porter sur des offres détectées comme anormalement basses.

### **7. JUGEMENT DES OFFRES**

Conformément à l'article R2152-7 du Code de la Commande Publique le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous selon la pondération suivante :

- Le prix des prestations offertes en conformité avec le dossier de consultation : 60%
- Le mémoire technique : 40%

Le mémoire technique sera analysé selon les sous-critères énumérés ci-dessous :

- **Moyens humains (4 points)**
- **Moyens techniques (3 points)**
- **Qualité (3 points)**
- **Sécurité (3 points)**
- **Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) (7 points)**

Il est également rappelé que la composition des dossiers d'offres, et le respect des clauses du présent Règlement de la Consultation seront rigoureusement vérifiés.

En cas de discordance entre l'offre du candidat et les sommes indiquées dans l'acte d'engagement, la somme portée en lettres prévaut.

## **S.A PROMOLOGIS**

### **Règlement de consultation – Procédure Adaptée**

En cas de discordance entre les sommes notées dans la DPGF et l'acte d'engagement, la somme portée en lettre dans l'acte d'engagement prévaut.

#### **8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Par dérogation à l'article 2.1.2 du CCAG (norme NF P 03-001), le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

#### **9. NEGOCIATIONS**

Préalablement à l'attribution du marché, l'acheteur se laisse la possibilité de négocier avec tous les soumissionnaires.

L'objectif des négociations sera de mieux maîtriser l'offre initiale et d'optimiser les offres intermédiaires, de lever toute ambiguïté dans les offres, d'ajuster les besoins en dehors des exigences minimales de façon à minimiser les risques du projet.

La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires.

Le pouvoir adjudicateur informera par écrit tous les soumissionnaires de tous les changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, à l'exception de ceux qui définissent les exigences minimales.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entendra clore les négociations, il en informera les soumissionnaires. Un délai suffisant leur sera accordé pour remettre leurs offres finales, qui ne seront plus susceptibles d'être négociées.

Conformément à l'article R2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Si aucune autre offre n'est apportée au pouvoir adjudicateur par le candidat pendant la phase de négociation, l'offre initiale est conservée sous réserve de sa régularité.

#### **10. DISPOSITIONS PARTICULIERES**

Il est précisé que le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

Ainsi, un candidat retenu ne pourra prétendre à aucune indemnité si le Maître de l'Ouvrage ne passait pas avec lui le marché de travaux correspondant, quand bien même la mise au point de son offre aurait nécessité la réalisation d'études complémentaires.

En effet, le seul fait de retenir une offre présentée ne vaut pas passation de marché, la conclusion du contrat résultant de l'acceptation de l'offre retenue matérialisée par la signature de l'acte d'engagement par le Maître de l'Ouvrage.

## **11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET VOIES DE RECOURS**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront faire une demande écrite sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur. Pour les renseignements, les demandes devront être adressées sur : [www.ladepeche-marchespublics.fr](http://www.ladepeche-marchespublics.fr) au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

Les recours suivants seront introduits devant le tribunal du ressort du siège de PROMOLOGIS :

**TGI de Bordeaux**

**30 Rue des Frères Bonie – BP 11403**

**33077 BORDEAUX CEDEX**

- Référé précontractuel prévu à l'article 2 de l'ordonnance n°2009 – 515 du 7 mai 2009 afférente aux procédures de recours ;
- Référé contractuel prévu à l'article 11 de l'ordonnance n°2009 du 7 mai 2009 afférente aux procédures de recours ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).

**ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE**

**A fournir en 3 exemplaires**



**1 Conditions de sous-traitance**

Intitulé du marché :

---

Lot et montant du  
lot :

---

Titulaire :

---

**2 Identification du sous-traitant**

**2.1 Sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang**

Nom, raison ou dénomination

sociale :

---

Forme juridique de la société ou  
entreprise individuelle :

---

N° d'identité d'entreprise (SIREN) :

---

Adresse :

---

Objet de la sous-  
traitance :

---

**2.2 Sous-traitant de 2<sup>nd</sup> rang\***

Nom, raison ou dénomination

sociale :

---

Forme juridique de la société ou  
entreprise individuelle :

---

N° d'identité d'entreprise (SIREN) :

---

Adresse :

Objet de la sous-  
traitance :

*\*A ne remplir qu'en cas de sous-traitance à la chaîne.*

### **3 Nature et prix des prestations sous-traitées**

#### **3.1 Montant des prestations sous-traitées :**

Montant sous-traité HT :

*Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)*

#### **3.2 Nature détaillée des prestations sous-traitées :**

Le montant cumulé des prestations sous-traitées est inférieur à 50% du montant HT de la prestation de l'entreprise qui sous-traite :

☐ OUI

☐ NON

*(Cocher la case correspondante)*

#### **4 Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance**

Les prix varient dans les conditions posées par le CCAP.

<p><b>Sous-traitance de 1<sup>er</sup> rang* :</b></p> <p><input type="checkbox"/> Paiement direct par PROMOLOGIS</p> <p><i>Obligatoire dès que le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC.</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Paiement par l'entreprise titulaire</p> <p>(contre caution bancaire valable pour la durée du chantier)</p> <p><i>Autorisé uniquement si le montant de la sous-traitance est inférieur à 600 € TTC.</i></p>
<p><b>Sous-traitance de 2<sup>nd</sup> rang :</b></p> <p><input type="checkbox"/> Paiement par PROMOLOGIS</p> <p>(contre délégation de paiement)</p>	<p><input type="checkbox"/> Paiement par le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang</p> <p>(contre caution bancaire valable pour la durée du chantier)</p>

En cas de paiement direct par PROMOLOGIS, le paiement s'effectuera sous le délai de 30 jours à compter de la réception de la facture sous réserve des délais prescrits au CCAP.

Compte ouvert au nom			
de :			
Sous le			
numéro :			
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
_____	_____	_____	_____

à

.....

**Afin de nous permettre un paiement par virement bancaire, joindre impérativement un RIB original accompagné d'un papier à en-tête de votre société.**

## **5 Capacités du sous-traitant**

L'entreprise principale et le sous-traitant déclarent que ce dernier possède les mêmes capacités techniques, professionnelles et financières pour mener le marché que l'entreprise principale, **notamment les mêmes certifications professionnelles.**

## **6 PIECES A JOINDRE (En 3 exemplaires)**

### **1 – Dans tous les cas les documents suivants :**

- a) Annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance à fournir en 3 exemplaires.
- b) La déclaration sur l'honneur type PROMOLOGIS complétée et signée (modèle joint au règlement de consultation) par une personne habilitée à engager la personne morale. Cette déclaration certifie que la société n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique et notamment qu'elle est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail. N'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive depuis 5 ans pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne. N'a pas de condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle de la société ; N'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ; N'a pas été condamné au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou n'est pas une personne physique condamnées à une peine d'exclusion des marchés publics ; A mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L2245-5 du code du travail au 31 décembre

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public ; Respecte les dispositions de l'article L1262-4-1 du Code du travail en ce qu'elle s'est acquittée du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L1263-6, L1264-1, L1264-2 et L8115-1 du Code du travail en cas de détachement de salariés.

- c) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- d) Une attestation de régularité fiscale datant de moins de six mois.
- e) Une attestation d'assurance décennale valable à la DROC et d'assurance responsabilité civile dommage aux tiers valable pour la durée d'intervention.
- f) L'attestation de versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries et retraite datant de moins de six mois
- g) Certificat de qualification professionnelle (OPQCB-QUALIFELEC-QUALIFANTEN-carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics, CNIH...)
- h) Le formulaire d'ouverture d'un compte fournisseur accompagné d'un RIB (modèle joint au règlement de consultation).
- i) La copie de la caution du montant des travaux sous-traités suivant la condition de paiement choisie à l'article 4 (ci-dessus) valable pour toute la durée du chantier.
- j) Un devis détaillé des prestations sous-traitées comprenant notamment le coût de la main d'œuvre.

**2- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (à renvoyer tous les 6 mois) :**

- Un extrait K, Kbis ou D1 datant de moins de trois mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription. L'entreprise nouvellement créée qui emploie des salariés, devra également fournir la déclaration préalable à l'embauche DPAE (ancienne DUE).

**3 – Dans le cas où l'entreprise n'est pas enregistrée au registre des métiers :** une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au « a » ou au « b » du 2ème paragraphe du présent article.

**4 - Lorsque le cocontractant emploi des salariés,** une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-1, L 3243-2, L 3243-4 et R. 3243-1.

**5 - Dans le cas où le sous-traitant emploie plus de 20 salariés :** le certificat de l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés.

**6 - Dans le cas où le siège du sous-traitant est établi à l'étranger :** Les pièces prévues à l'article D8222-7 du code du travail (à renvoyer tous les 6 mois) :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

**7 - Dans le cas où le sous-traitant emploie des travailleurs détachés :** Les pièces prévues à l'article R1263-12 du code du travail (à renvoyer à chaque détachement) :

- a) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1.

**8 - Dans le cas où le sous-traitant emploie des travailleurs étrangers :** Les pièces prévues à l'article D8254-2 du code du travail (à renvoyer tous les 6 mois) : la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

**Tous ces documents et attestations doivent être rédigés en français ou accompagnés d'une traduction en français.**

**Les attestations sur l'honneur et les documents fournis lors de la conclusion du contrat de sous-traitance doivent être renouvelés tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.**

## **2 Signature ET TAMPON**

L'entreprise principale et le sous-traitant s'engagent à respecter les dispositions relatives à la sous-traitance présente dans le CCAP, les dispositions des articles L2193-1 à L2193-3 du Code de la commande publique et sa partie réglementaire ; et de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975.

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

<p>A..... le.....</p> <p>Le Maître d’Ouvrage (<i>signature et tampon</i>) :</p>	<p>A..... le.....</p> <p>Le titulaire (<i>signature et tampon</i>) :</p>
<p>A..... le.....</p> <p>Le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang (<i>signature et tampon</i>) :</p>	<p>A..... le.....</p> <p>Le sous-traitant de 2<sup>nd</sup> rang, <i>le cas échéant</i> :</p>

# ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE MODIFICATIVE

***A fournir en 3 exemplaires***



## 1 CONDITIONS DE SOUS-TRAITANCE

Intitulé du marché : \_\_\_\_\_

Lot et montant du lot : \_\_\_\_\_

Titulaire : \_\_\_\_\_

## 2 IDENTIFICATION DU SOUS-TRAITANT

Nom, raison ou dénomination sociale : \_\_\_\_\_

Forme juridique de la société ou  
entreprise individuelle : \_\_\_\_\_

N° d'identité d'entreprise (SIREN) : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Objet de la sous-traitance : \_\_\_\_\_

## 3 PRESTATIONS SOUS TRAITÉES

Nature des prestations sous-traitées .....

Montant sous-traité HT initial .....

Nature des prestations modifiées .....

Montant sous-traité HT modifié .....

Le montant cumulé des prestations sous-traitées  
est inférieur à 50% du montant HT de la prestation  
de l'entreprise qui sous-traite :

☐ OUI

☐ NON

*(Cocher la case correspondante)*

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

#### CONDITIONS DE PAIEMENT PREVUES PAR LE CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

Les prix varient dans les conditions posées par le CCAP.

<b>Sous-traitance de 1<sup>er</sup> rang* :</b> <input type="checkbox"/> Paiement direct par PROMOLOGIS  <i>Obligatoire dès que le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC.</i>	<input type="checkbox"/> Paiement par l'entreprise titulaire (contre caution bancaire valable pour la durée du chantier)  <i>Autorisé uniquement si le montant de la sous-traitance est inférieur à 600 € TTC.</i>
<b>Sous-traitance de 2<sup>nd</sup> rang :</b> <input type="checkbox"/> Paiement par PROMOLOGIS (contre délégation de paiement)	<input type="checkbox"/> Paiement par le sous-traitant de 1 <sup>er</sup> rang (contre caution bancaire valable pour la durée du chantier)

En cas de paiement direct par PROMOLOGIS, le paiement s'effectuera sous le délai de 30 jours à compter de la réception de la facture sous réserve des délais prescrits au CCAP.

Compte ouvert au nom de :			
Sous le numéro :			
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
_____	_____	_____	_____
à .....			
<b>Afin de nous permettre un paiement par virement bancaire, joindre impérativement un RIB original accompagné d'un papier à en-tête de votre société.</b>			

#### CAPACITES DU SOUS-TRAITANT

L'entreprise principale et le sous-traitant déclarent que ce dernier possède les mêmes capacités techniques, professionnelles et financières pour mener le marché que l'entreprise principale, **notamment les mêmes certifications professionnelles.**

#### PIECES A JOINDRE (EN 3 EXEMPLAIRES)

##### 3 – Dans tous les cas les documents suivants :

- k) Annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance à fournir en 3 exemplaires.
- l) La déclaration sur l'honneur type PROMOLOGIS complétée et signée (modèle joint au règlement de consultation) par une personne habilitée à engager la personne morale. Cette déclaration certifie que la société n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique et notamment qu'elle est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail. N'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive depuis 5 ans pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne. N'a pas de condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle de la société ; N'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ; N'a pas été condamné au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou n'est pas une personne physique condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics ; A mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L2245-5 du code du travail au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public ; Respecte les dispositions de l'article L1262-4-1 du Code du travail en ce qu'elle s'est acquittée du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L1263-6, L1264-1, L1264-2 et L8115-1 du Code du travail en cas de détachement de salariés.

- m) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- n) Une attestation de régularité fiscale datant de moins de six mois.
- o) Une attestation d'assurance décennale valable à la DROC et d'assurance responsabilité civile dommage aux tiers valable pour la durée d'intervention.
- p) L'attestation de versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries et retraite datant de moins de six mois.
- q) Certificat de qualification professionnelle (OPQCB-QUALIFELEC-QUALIFANTEN-carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics, CNIH...)
- r) Le formulaire d'ouverture d'un compte fournisseur accompagné d'un RIB (modèle joint au règlement de consultation).
- s) La copie de la caution du montant des travaux sous-traités suivant la condition de paiement choisie à l'article 4 (ci-dessus) valable pour toute la durée du chantier.
- t) Un devis détaillé des prestations sous-traitées comprenant notamment le coût de la main d'œuvre.

**2- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (à renvoyer tous les 6 mois) :**

- Un extrait K, Kbis ou D1 datant de moins de trois mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription. L'entreprise nouvellement créée qui emploie des salariés, devra également fournir la déclaration préalable à l'embauche DPAE (ancienne DUE).

**3 – Dans le cas où l'entreprise n'est pas enregistrée au registre des métiers :** une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au « a » ou au « b » du 2ème paragraphe du présent article.

**4 - Lorsque le cocontractant emploi des salariés,** une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-1, L. 3243-2, L. 3243-4 et R. 3243-1.

**5 - Dans le cas où le sous-traitant emploie plus de 20 salariés :** le certificat de l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés.

**6 - Dans le cas où le siège du sous-traitant est établi à l'étranger :** Les pièces prévues à l'article D8222-7 du code du travail (à renvoyer tous les 6 mois) :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

**7 - Dans le cas où le sous-traitant emploie des travailleurs détachés :** Les pièces prévues à l'article R1263-12 du code du travail (à renvoyer à chaque détachement) :

a) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;

b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1.

**8 - Dans le cas où le sous-traitant emploie des travailleurs étrangers :** Les pièces prévues à l'article D8254-2 du code du travail (à renvoyer tous les 6 mois) : la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

**Tous ces documents et attestations doivent être rédigés en français ou accompagnés d'une traduction en français.**

**Les attestations sur l'honneur et les documents fournis lors de la conclusion du contrat de sous-traitance doivent être renouvelés tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.**

#### SIGNATURE ET TAMPON

L'entreprise principale et le sous-traitant s'engagent à respecter les dispositions relatives à la sous-traitance présente dans le CCAP, les dispositions des articles L2193-1 à L2193-3 du Code de la commande publique et sa partie réglementaire ; et de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975.

<p>A..... le.....</p> <p>Le Maître d'Ouvrage (<i>signature et tampon</i>) :</p>	<p>A..... le.....</p> <p>Le titulaire (<i>signature et tampon</i>) :</p>
<p>A..... le.....</p> <p>Le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang (<i>signature et tampon</i>) :</p>	

# ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE ANNULATION DE SOUS-TRAITANCE SUITE A LA RESILIATION DU CONTRAT DE SOUS- TRAITANCE

*A fournir en 3 exemplaires*



## 1 CONDITIONS DE SOUS-TRAITANCE

Intitulé du marché : \_\_\_\_\_

Lot et montant du lot : \_\_\_\_\_

Titulaire : \_\_\_\_\_

## 2 IDENTIFICATION DU SOUS-TRAITANT

Nom, raison ou dénomination sociale : \_\_\_\_\_

Forme juridique de la société ou  
entreprise individuelle : \_\_\_\_\_

N° d'identité d'entreprise (SIREN) : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Objet de la sous-traitance : \_\_\_\_\_

## 3 PRESTATIONS SOUS TRAITÉES

Nature des prestations initialement sous-traitées : \_\_\_\_\_

Montant sous-traité HT initial : \_\_\_\_\_

## 4 ANNULATION

**Suite à la résiliation du contrat de sous-traitance, cette prestation est ramenée à 0 € et cette sous-traitance est purement et simplement annulée**

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

#### 5 SIGNATURE ET TAMPON

<p>A..... le.....</p> <p>Le Maître d’Ouvrage (<i>signature et tampon</i>) :</p>	<p>A..... le.....</p> <p>Le titulaire (<i>signature et tampon</i>) :</p>
<p>A..... le.....</p> <p>Le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang (<i>signature et tampon</i>) :</p>	



## DELEGATION DE PAIEMENT SOUS-TRAITANCE 2<sup>nd</sup> RANG

Objet : (*Référence chantier*) .....

Lot n° .....

### Entre les soussignés :

Entreprise (*sous-traitant direct*) .....

(adresse).....

.....

Identifiée au SIREN sous le numéro.....

Représentée par **XXXXXXXXXXXXXX** domicilié en sa qualité au dit siège de l'entreprise, ci-après dénommée sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang ou l'entreprise délégante.

ET

PROMOLOGIS

2 rue du Docteur Sanières

BP 90718

31007 TOULOUSE Cedex

Identifiée au SIREN sous le numéro : 690802053

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

Représentée aux présentes par XXXXXXXXXXXX domicilié en sa qualité au dit siège de l'entreprise, ci-après dénommée le maître de l'ouvrage ou l'entreprise déléguée.

ET

Entreprise (sous-traitant de 2<sup>nd</sup> rang).....

(adresse).....

.....

Identifiée au SIREN sous le numéro.....

Représentée par XXXXXXXXXXXX domicilié en sa qualité au dit siège de l'entreprise, ci-après dénommée sous-traitant de 2<sup>nd</sup> rang ou l'entreprise délégataire.

#### **Préalablement à la délégation de paiement, il est exposé ce qui suit :**

L'entreprise délégante est sous-traitante de 1er rang de la société [Nom titulaire lot] qui a été chargée par l'entreprise déléguée d'exécuter des prestations de [intitulé du lot] pour le marché [intitulé marché/opération] en date du XXXXX.

L'entreprise délégante a été acceptée et ses conditions de paiement agréées par acte de sous-traitance en date du XXXXXX.

L'entreprise délégante, sous-traitant de 1er rang, a décidé de sous-traiter une partie de son marché auprès de l'entreprise délégataire pour un montant global de XXXXXXX € HT.

## **S.A PROMOLOGIS**

### **Règlement de consultation – Procédure Adaptée**

Afin de satisfaire aux obligations posées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 sur la sous-traitance, les parties ci-dessus désignées se sont rapprochées et sont convenues de la présente délégation de paiement.

#### **Cela exposé, il est convenu ce qui suit**

Le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang délègue le maître de l'ouvrage, qui l'accepte expressément, le montant des situations qui lui auront été adressées par le sous-traitant de 2<sup>nd</sup> rang et qu'elle aura transmises au maître d'ouvrage et ce pour un montant global de XXXXXX euros HT. Ce montant sera à prendre sur les montants qui lui seront dus par le maître d'ouvrage en raison de l'exécution des marchés ci-dessus énoncés.

A ce titre, l'entreprise déléguée certifie qu'aucune procédure en cours ne s'oppose au paiement de la sous-traitance de 2<sup>nd</sup> rang (saisie attribution, dailly, affacturage).

En conséquence, le délégataire recevra ses paiements du maître d'ouvrage, ce à quoi s'engage expressément la société PROMOLOGIS, étant expressément convenu entre les parties que le montant des sommes dues à la société sous-traitante de 2<sup>nd</sup> rang sera prélevé sur le montant dû par l'entreprise déléguée à l'entreprise délégante pour les travaux effectués pendant la même période.

Chaque mois, la société XXXXXX, délégataire, établira une facture correspondante aux prestations exécutées à l'entreprise délégante. Une copie sera également adressée à l'entreprise déléguée et au titulaire du marché.

Cette facture sera acceptée par l'entreprise délégante et transmise à l'entreprise déléguée pour paiement par virement à 30 jours fin de mois.

Pour le cas où la société délégante omettrait de faire suivre les factures de la société délégataire à la société déléguée, ou pour le cas où la société délégante n'accepterait pas la facture de la société délégataire, la société déléguée s'oblige à régler en priorité les sommes dues à la société délégataire dont elle a reçu directement copie des situations par la société délégante.

**S.A PROMOLOGIS**

## Règlement de consultation – Procédure Adaptée

Il demeure expressément convenu que malgré la présente délégation, l'entreprise délégante restera débitrice envers la société délégataire de toutes les sommes dont cette dernière n'aura pas été payée.

La présente délégation n'entraîne aucune novation dans les rapports pouvant exister entre l'entreprise délégante et la société délégataire.

## ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de contestation sur les termes des présentes, les parties font attribution de juridiction devant le tribunal compétent de Toulouse.

Fait à .....en trois exemplaires, le .....

<p><b>Pour l'entreprise délégante,</b></p> <p><b>Sous-traitant direct</b></p> <p><i>(signature et tampon)</i></p>	<p><b>Pour l'entreprise déléguée</b></p> <p><b>Maître d'ouvrage</b></p> <p><i>(signature et tampon)</i></p>	<p><b>Pour l'entreprise délégataire,</b></p> <p><b>Sous-traitant 2<sup>nd</sup> rang</b></p> <p><i>(signature et tampon)</i></p>
---	---	--



## DELEGATION DE PAIEMENT FOURNITURES

### Entre les soussignés :

Entreprise .....

(adresse).....

.....

Représentée aux présentes par Monsieur .....domicilié en sa qualité au dit siège de l'entreprise et nommée ci-après l'entreprise délégante.

ET

PROMOLOGIS

2 rue du Docteur Sanières

BP 90718

31007 TOULOUSE Cedex

Représentée aux présentes par **M. Nicolas ROCHE** domicilié en sa qualité au dit siège de l'entreprise et nommée ci-après l'entreprise déléguée.

ET

Société.....

## S.A PROMOLOGIS

### Règlement de consultation – Procédure Adaptée

(au capital de .....Euros

(RCS.....)

(adresse)

.....

Représentée aux présentes par M.....le Déléataire domicilié en sa qualité au dit siège de la Société.

Lesquels préalablement à la délégation, objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

#### **EXPOSE**

L'entreprise déléguée a confié par marché en date du .....l'exécution des travaux de .....de son chantier (adresse du chantier)..... d'un montant de .....euros TTC à l'entreprise délégante.

Cette dernière a décidé de s'approvisionner auprès de la société .....en fourniture de.....à mettre en œuvre sur ce chantier.

L'entreprise déléguée et l'entreprise délégante sont d'accord sur le fait que cette dernière passe une commande à la société ..... .

La société.....établira une facture correspondante aux fournitures livrées à l'entreprise délégante. Une copie sera également adressée à l'entreprise déléguée.

Cette facture sera acceptée par l'entreprise délégante et transmise à l'entreprise déléguée pour paiement par virement à 30 jours fin de mois.

Dès le paiement effectif, les fournitures deviendront de plein droit la propriété de l'entreprise déléguée. En aucun cas l'entreprise délégante ne pourra s'opposer à ce transfert et ce quelque-soit l'issue de son marché.

## **S.A PROMOLOGIS**

### **Règlement de consultation – Procédure Adaptée**

En conséquence, les trois parties se sont mises d'accord pour conclure une délégation de paiement au profit de la société.....

Pour le cas où la société délégante omettrait de faire suivre la facture de la société.....à la société déléguée, ou pour le cas où la société délégante n'accepterait pas la facture de la société....., la société déléguée s'oblige à régler en priorité les sommes dues à la société délégataire dont elle a reçu directement copie du bon de livraison émarginé par la société délégante et de la facture correspondante au bon de livraison émarginé.

Ceci exposé, il est passé à l'objet des présentes.

### **DELEGATION DE PAIEMENT**

L'entreprise délégante délègue à la société PROMOLOGIS qui accepte, le montant de la facture qui lui aura été adressée et qu'elle aura transmise à l'entreprise déléguée et ce pour un montant global de .....euros TTC. Ce montant sera à prendre sur le montant des factures qui lui seront dues par l'entreprise déléguée en raison de l'exécution des marchés ci-dessus énoncés.

A ce titre, l'entreprise déléguée certifie qu'aucune procédure en cours ne s'oppose au paiement de la fourniture de .....(saisie attribution,...), dailly, affacturage.

En conséquence, la société .....recevra ses paiements de l'entreprise déléguée, ce à quoi s'engage expressément la société PROMOLOGIS, étant expressément convenu entre les parties que le montant de la somme due à la société ..... sera prélevé sur le montant dû par l'entreprise déléguée à l'entreprise délégante pour les travaux effectués pendant la même période.

Il demeure expressément convenu que malgré la présente délégation, l'entreprise délégante restera débitrice envers la société .....de toutes les sommes dont cette dernière n'aura pas été payée. La présente délégation n'entraînant aucune novation dans les rapports pouvant exister entre l'entreprise délégante et la société.....

## **S.A PROMOLOGIS**

### **Règlement de consultation – Procédure Adaptée**

De plus, il est convenu entre les trois parties que toute déduction opérée sur la situation de l'entreprise délégante par l'entreprise déléguée se fera sur la partie main d'œuvre.

### **ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

En cas de contestation sur les termes des présentes, les parties font attribution de juridiction devant le tribunal de Commerce de Toulouse.

Fait à .....en trois exemplaires, le .....

<b>Pour l'entreprise délégante</b> <i>(signature et tampon)</i>	<b>Pour l'entreprise déléguée</b> <i>(signature et tampon)</i>	<b>Pour l'entreprise délégataire,</b> <i>(signature et tampon)</i>

Déclaration sur l'honneur



Nom marché + lot :

*Si le déclarant est un sous-traitant, indiquez ci-après le nom de l'entreprise principale :*

-

Je soussigné(e).....

agissant en qualité de.....

au nom et pour le compte de.....

ayant son siège social à .....

**Déclare sur l'honneur que la société que je représente :**

- 1) **N'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'elle est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail.**
- 2) N'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive depuis 5 ans pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne. N'a pas de condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle de la société ;
- 3) N'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont

## **S.A PROMOLOGIS**

### **Règlement de consultation – Procédure Adaptée**

été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;

- 4) N'a pas été condamné au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou n'est pas une personne physique condamnées à une peine d'exclusion des marchés publics ;
- 5) A mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L2245-5 du code du travail au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public ;
- 6) Respecte les dispositions de l'article L1262-4-1 du Code du travail en ce qu'elle s'est acquittée du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L1263-6, L1264-1, L1264-2 et L8115-1 du Code du travail en cas de détachement de salariés.

Fait à.....

Le.....

Signature :

## S.A PROMOLOGIS

Règlement de consultation – Procédure Adaptée

### OUVERTURE D'UN COMPTE FOURNISSEUR



**ANNEXE 1**

*Cadre réservé aux services de Promologis*

Validation sous PIH par :

Responsable de la demande :

Le :

Le :

N° fournisseur :

**NOM ou RAISON SOCIALE :** .....

**Adresse du siège social :**

N° \_\_\_\_\_ Voie \_\_\_\_\_

C.P. \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Tel : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_

**Adresse de règlement :**

N° \_\_\_\_\_ Voie \_\_\_\_\_

C.P. \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Tel : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_

**Interlocuteur Service Comptable :**

Prénom – Nom : \_\_\_\_\_

Tel : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_

Si vous souhaitez recevoir par mail, de manière automatique, le détail du virement lors du paiement de vos factures, veuillez nous indiquer sur quelle adresse précise (de préférence une adresse générique) :

Mail : \_\_\_\_\_

**Autres informations :**

Activité de l'entreprise: \_\_\_\_\_

Code SIREN : \_\_\_\_\_ Code SIRET : \_\_\_\_\_

N° TVA Intracommunautaire. : FR \_\_\_\_\_

**JOINDRE OBLIGATOIREMENT UN R.I.B (en due forme)**

*Les règlements des factures s'effectueront uniquement par virement bancaire.*

Nom du signataire :

Fonction du signataire :

Date :

Signature

et cachet de l'entreprise :

**Toute demande incomplète ne sera pas prise en compte par nos services**

## S.A PROMOLOGIS

Règlement de consultation – Procédure Adaptée

### MODIFICATION DE COORDONNEES BANCAIRES D'UN FOURNISSEUR OU AJOUT DE R.I.B.



ANNEXE 2

*Cadre réservé aux services de Promologis*

Responsable de la demande :

Le :

Mise à jour sous PIH par :

Le :

N° fournisseur :

Nature du RIB : ☐ Annule et remplace  
☐ Ajout

**NOM ou RAISON SOCIALE :** .....

**Adresse du siège social :**

N° \_\_\_\_\_ Voie \_\_\_\_\_

C.P. \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Tel : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_

**Interlocuteur Service Comptable :**

Prénom – Nom : \_\_\_\_\_

Tel : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_

Si vous souhaitez recevoir par mail, de manière automatique, le détail du virement lors du paiement de vos factures, veuillez nous indiquer sur quelle adresse précise (de préférence une adresse générique) :

Mail : \_\_\_\_\_

**Autres Informations :**

Activité de l'entreprise : \_\_\_\_\_

Code SIREN : \_\_\_\_\_ Code SIRET : \_\_\_\_\_

N° TVA Intracommunautaire. : FR \_\_\_\_\_

**JOINDRE OBLIGATOIREMENT UN R.I.B (en due forme)**

*Les règlements des factures s'effectueront uniquement par virement bancaire.*

Nom du signataire :

Fonction du signataire :

Date :

Signature

et cachet de l'entreprise :

**Toute demande incomplète ne sera pas prise en compte par nos services**